



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Rouen-Dieppe

Arrêté du 25 JUIN 2024 mettant en demeure la société PASTACORP à ROUEN de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-8 et L.511-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 réglementant les activités de l'établissement de la société PASTACORP implanté sur la commune de ROUEN ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022 visant la société PASTACORP ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 24 avril 2024, communiqué à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu les rapports de vérification périodique de la conformité des installations électriques et de contrôle thermographique lors des campagnes menées du 12 décembre 2022 au 16 décembre 2022 et du 11 décembre 2023 au 15 décembre 2023, et du 14 au 15 décembre 2023 ;
- Vu les courriers électroniques de la société PASTACORP des 24 et 26 avril 2024, comportant notamment une photo du synoptique montrant les cellules Hermex 19 et 20 et les filtres F51 et F52, et le descriptif de démarrage de l'installation d'envoi vers les silos semoules ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique le 14 juin 2024 ;

CONSIDÉRANT :

que l'inspection des installations classées a effectué, le 24 avril 2024, une visite d'inspection du site exploité par la société PASTACORP, à ROUEN ;

que l'inspection des installations classées a constaté, lors de cette visite, plusieurs manquements de la part de l'exploitant quant à ses obligations de sécurité en matière de prévention des risques d'incendie et d'explosion, caractérisés par :

- l'absence de détecteurs d'incendie dans 7 armoires électriques et 6 salles électriques, situation non-conforme aux prescriptions de l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 ;
 - l'exploitant a néanmoins communiqué un bon de commande pour l'installation des détecteurs dans les armoires et salles non équipées. Selon l'exploitant, les travaux correspondants ont débuté le 15 avril 2024 ;
- l'absence d'asservissement entre le système d'aspiration des filtres des cellules Hermex de produit fini et le circuit de manutention des moulins, avec un fonctionnement délibéré en marche forcée, au mépris des dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, avec – de surcroît – un défaut d'étanchéité au niveau du trou d'homme de la cellule Hermex 20, à l'origine de la mise en suspension et du dépôt de poussières de très fine granulométrie en quantités importantes sur les équipements annexes et les câbles électriques – situation d'empoussièrement particulièrement accidentogène ;
 - l'inspection des installations classées rappelle défavorablement que le défaut de nettoyage a déjà fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 10 janvier 2022 ;
- la présence de non-conformités électriques récurrentes, nonobstant les mentions manuscrites de suivi de l'exploitant telles que les attestent les rapports susvisés de vérification périodique de la conformité des installations électriques, établis suite aux campagnes menées du 12 au 16 décembre 2022 et du 11 au 15 décembre 2023, avec, en outre, un échauffement anormal constaté sur un interrupteur au niveau de l'étuvage lors d'un contrôle thermographique, et des tresses de liaisons équipotentielle détachées des équipements qu'elles sont censées relier, empêchant ainsi de prévenir efficacement les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds ;
 - l'inspection des installations classées rappelle défavorablement que cette négligence a pourtant déjà fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 10 janvier 2022 ;

que les faits mentionnés ci-dessus présentent des risques pour l'exploitation du site, et constituent des non-conformités réglementaires vis-à-vis des prescriptions de :

- l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, qui dispose : « L'exploitant dresse la liste des détecteurs d'incidents et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Un plan à jour de ces détecteurs est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En particulier, des détecteurs d'incendie et des détecteurs de gaz sont disposés dans les installations annexes susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre ou d'une explosion. L'exploitant s'assure régulièrement du bon fonctionnement de ces détecteurs. La sollicitation d'un organisme agréé permet de valider la conformité aux règlements en vigueur concernant ces locaux à risques. La remise en service d'une installation arrêtée suite à une détection ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, analyse et correction de la défaillance ayant provoqué l'alarme. » ;
- l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, qui dispose : « [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...] » ;

- l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, qui dispose : « Les installations électriques et d'éclairage, y compris les canalisations électriques, doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats de cette vérification et conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...] Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures de béton armé, parties métalliques, etc.) sont mis à la terre. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. [...] » ;

que face à ces manquements récurrents, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PASTACORP de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société PASTACORP, dont le siège social est situé 73, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN, **avant le 31 juillet 2024** :

- **l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.** Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un procès-verbal d'installation, émis par un fournisseur spécialisé et indépendant, de détecteurs d'incendie dans toutes les armoires et salles électriques non équipées, ces détecteurs étant dûment dimensionnés par rapport aux volumes des salles, pleinement fonctionnels, et reliés à la centrale de détection incendie du site. Le procès-verbal engageant la responsabilité de l'installateur tiers est illustré de photographies montrant chaque détecteur installé (une photo d'ensemble et une photo en gros plan avec numéro de série lisible), les numéros de série des détecteurs sont reportés sur un plan de localisation également joint au procès-verbal ;
- **l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.** Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant :
 - met en œuvre les dispositions techniques adéquates permettant de garantir l'arrêt du circuit de manutention en cas d'arrêt du système d'aspiration (modification de la logique du système de commande pour supprimer la possibilité « marche forcée » ou mettre en place une logique de consignation si cette marche forcée est nécessaire lors des phases de travaux/maintenance) ;
 - et procède aux travaux de réfection du trou d'homme de la cellule Hermex 20 et de tout autre défaut d'étanchéité, ainsi qu'au nettoyage de la galerie sur-cellules Hermex et de la passerelle de liaison avec les silos en béton de produit fini. L'ensemble des justificatifs attestant l'asservissement précité, le nettoyage, ainsi que la réfection du trou d'homme et des éventuels autres défauts d'étanchéité, sont communiqués à l'inspection des installations classées ;
- **l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 ;** cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant :
 - procède au raccordement de toutes les tresses de liaison équipotentielle, et sensibilise de nouveau ses opérateurs au respect de cette consigne ;
 - procède au dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques (des photographies avant/après dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques sont communiquées à l'inspection des installations classées) ;

- traite toutes les non-conformités électriques identifiées et communique à l'inspection des installations classées un nouveau rapport de vérification de la conformité des installations électriques confirmant la levée des non-conformités identifiées dans le rapport de contrôle de décembre 2023 ;
- en cas de nouvelles non-conformités qui n'auraient pas déjà été identifiées dans de précédents rapports, les interventions curatives sont prioritaires et planifiées dans un échéancier communiqué à l'inspection des installations classées.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de la société PASTACORP les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de ROUEN pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

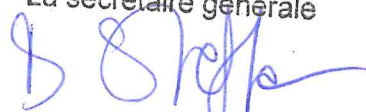
La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de ROUEN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société PASTACORP.

Fait à Rouen, le

25 JUIL 2024

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN